

Transaction entre l'Université d'Aix-Marseille et SUDEQUIP

Contexte :

Un marché de maîtrise d'œuvre relatif à la mise en sécurité du siège de l'Université de la Méditerranée a été conclu le 16 novembre 2007 avec la société SUDEQUIP, pour une durée de 24 mois (1.2.4 du règlement de consultation) et un montant de 32 000€HT. L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux était de 280 000€TTC en 2007.

Conformément à la réglementation et à l'article 6.1 du CCAP, un avenant n°1 a été conclu le 14 mai 2009 afin d'une part de fixer le programme définitif des travaux, et d'autre part, le forfait définitif du maître d'œuvre. Le coût prévisionnel de l'ouvrage arrêté au stade de l'étude par le maître d'ouvrage s'élève à 842 138€HT et le forfait définitif de rémunération est fixé à la somme de 86 400€HT soit 103 334,4€TTC (170% du forfait de rémunération de base).

La procédure de passation étant celle de la procédure adaptée avec une publicité conforme à l'article 40 II du code des marchés publics laissant un libre choix de support de publicité en fonction des caractéristiques du marché, l'avenant précisait, que le montant du marché définitif, actualisations comprises, ne pourrait dépasser 90 000€HT actualisation comprise.

Cependant, comme évoqué dans le mémoire présenté par la direction déléguée à l'exploitation et à la logistique, des aléas ont d'une part prolongé la durée du marché et d'autre part entraîné des prestations effectuées par le maître d'œuvre ouvrant droit à rémunération sous peine de voir engager la responsabilité quasi-contractuelle de l'établissement.

Par courrier du 20 septembre 2012, le titulaire du marché demande le règlement d'honoraires complémentaire de 43 172, 45€ HT hors actualisation (la formule et indices d'actualisation sont arrêtés dans le marché de maîtrise d'œuvre), une transaction est donc soumise à délibération du Conseil d'Administration.

Sur la procédure de transaction :

Les établissements publics d'enseignement supérieur sont autorisés à transiger dans les conditions par le décret n° 2000-764 du 1er août 2000 (JORF n° 181 du 6 août 2000).

La transaction est conclue par le président de l'établissement mais doit être soumise à l'approbation du CA.

Bien que le Président bénéficie d'une délégation de pouvoir en matière de transaction pour les litiges de toute nature, il est demandé au CA d'en approuver le principe.

Justification du recours à la transaction¹ :

Le recours à la transaction est justifié par le fait que le titulaire doit être rémunéré, à titre d'indemnisation, sur le fondement de la responsabilité quasi-contractuelle de l'administration (CE, 19 avril 1974, Sté Entreprise Louis Segrette, Lebon, p. 1052).

Il convient de noter, que les transactions ne peuvent porter sur la commande de nouvelles prestations au cocontractant si l'attribution de ces prestations implique la mise en œuvre préalable d'obligations de publicité et de mise en concurrence ;

Or dans le cas d'espèce, le recours aux prestations supplémentaires est justifié par notamment la prolongation des délais de mission de maîtrise d'œuvre liés à la résiliation d'un marché avec le titulaire du lot « tous corps d'état » défaillant et la relance d'une nouvelle procédure.

Le mémoire produit par la direction déléguée à l'exploitation et à la logistique, atteste que seules les dépenses utilement exposées au profit de l'administration par son cocontractant peuvent faire l'objet d'une indemnisation sur le terrain de l'enrichissement sans cause.

Enfin, en vertu de l'[article 2052 du code civil](#), les transactions ont entre les parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort et sont exécutoires de plein droit.

¹ Définition de la transaction : Article 2044 Code civil : « Contrat par lequel les parties au contrat terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître. »

¹ Circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique NOR: ECEM0917498C